

Un réseau parlementaire pour mieux faire connaître les missions de l'institution

Mieux comprendre et influencer le processus de la stratégie de réduction de la pauvreté et des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Tel est le rôle que doit jouer le réseau parlementaire sur la Banque Mondiale qui vient d'être officiellement lancé.

PAR **Alassane DIARRA**

du 15 au 16 juin dernier, a eu lieu à Bamako à l'hôtel Salam, sous la présidence du Premier vice-président de l'Assemblée nationale du Mali, Me Mountaga Tall, une réunion des parlementaires de l'Afrique de l'Ouest. Cette réunion consacrait le lancement du réseau parlementaire de la Banque mondiale. Ce réseau a pour objectif de permettre aux parlementaires de mieux connaître les missions et les opérations de la Banque Mondiale et du FMI, de les comprendre afin d'influencer le processus de la stratégie de réduction de la pauvreté et les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ce n'est pas tout.

Le réseau permettra également de favoriser le dialogue politique entre les parlementaires, les bureaux nationaux et régionaux de la Banque Mondiale, du Front Monétaire International (FMI) et d'autres organisations multilatérales. Enfin, le réseau permettra de mobiliser les parlementaires sur des actions concrètes à réaliser dans le but de réduire la pauvreté. En tant qu'entité formée par les représentants des élus, le ré-

seau s'inscrit en faveur d'un processus démocratique de prise de décision par le biais de la représentation. Ainsi, il ne saurait être affilié à un parti politique ou une institution quelconque. Dans ce cas, son adhésion est ouverte à tous les parlementaires démocratiquement élus et appartenant à des corps législatifs issus d'élections nationales et en place à l'intérieur de la CEDEAO. Le réseau s'engage à observer les hautes normes de la transparence et de responsabilité financière dans ses opérations.

Les parlementaires, issus de chacun des pays représentés, formeront un groupe national et éliront un représentant national qui interviendra, en leur nom, dans les affaires et les activités du secteur d'Afrique Occidentale. A ce groupe national, il lui revient de conduire le programme national.

La présidence du chapitre d'Afrique Occidentale sera dévolue, à tour de rôle, à un pays francophone et à un pays anglophone sur un cycle de deux ans. Ainsi, lorsque la présidence revient à un pays francophone, la vice-présidence revient à un pays anglophone. Pour conduire les premiers pas du réseau, la présidence a été confiée au sénégalais Kalifa A. Sall

avec comme vice-président un Nigérien. Avec les autres organisations à l'image des institutions de Bretton Woods, la société civile, le gouvernement, le secteur privé et l'université, le réseau fondera un partenariat constructif.

Créé en tant que structure informelle en début 2000 par un petit groupe de parlementaires, le réseau est considéré comme une association indépendante de parlementaires qui compte, à ce jour, des membres issus 110 pays dont l'Inde, le Japon, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Pour son fonctionnement, le réseau élabore des programmes axés sur des exposés et des débats relatifs à l'avenir de l'Afrique. Comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à la lutte contre la corruption et l'épidémie du VIH-SIDA ? Comment peuvent-ils participer au processus d'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté par les pays eux-mêmes ? Comment peuvent-ils contribuer à traduire en actions concrètes les engagements pris en faveur des Objectifs de Développement pour le Millénaire (ODM) ? Voilà quelques questionnements auxquels les parlementaires du réseau sur la Banque Mondiale doivent apporter des réponses afin d'accomplir ses missions. Il sera notamment question d'encourager, de mobiliser pour dégager une synergie en vue d'une action concrète permettant de promouvoir le développement du continent.

RESEAU PARLEMENTAIRE SUR LA BM

Le chapitre régional ouest africain en vue

La Banque mondiale en collaboration avec le réseau parlementaire sur la Banque mondiale procédera aujourd'hui à Sofitel l'Amitié au lancement de son chapitre régional ouest-africain.

Notre pays abrite depuis hier une conférence sur le lancement du chapitre régional ouest africain. Organisée par la BM, cette rencontre regroupe une quarantaine de parlementaires des pays de la zone CEDEAO, des représentants de la BM et de leurs collègues de la BAD, du FMI, des directeurs des opérations, les experts des relations extérieures, des organisations de la société civile. Elle a pour but de discuter avec les parlementaires, de s'accorder sur un ensemble d'activités communes et de créer des mécanismes de travail.

Le choix de Bamako pour abriter cet événement s'explique, selon Alassane Diawara, représentant résident de la BM au Mali, par le fait que l'institution développe dans notre pays un programme accru et



Les députés ont décidé de travailler avec la Banque mondiale pour aider au développement des populations africaines.

diversifié qui pourrait servir de modèle.

Ainsi à la lumière des exposés, les parlementaires vont répondre à

certaines questions clés en rapport avec l'avenir de l'Afrique : comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à la lutte contre la corruption et l'épidémie du VIH/Sida ? Comment peuvent-ils participer au processus d'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté par les pays eux-mêmes ? ou comment peuvent-ils contribuer à traduire en action concrète les engagements pris en faveur des Objectifs de développement pour le millénaire ?

Aussi, les parlementaires évaluent la mise en œuvre des engagements pris dans les domaines de l'aide, du commerce, des changements climatiques et de l'allègement de la dette dans leur pays respectif et dans l'ensemble du continent. Ce qui fera dire à l'honorable Khalifa Boubacar Sall, parlementaire Sénégalais, que le chapitre régional Ouest africain permettra de "repenser nos méthodes, bâtir une

alliance programmatique entre la BM et les députés pour aider au développement des populations africaines".

Son homologue Mountaga Tall, 1^{er} vice-président de l'AN du Mali s'est réjoui de la tenue de cette rencontre et du lancement du chapitre régional qui renforcera le rôle des députés dans le renforcement de la démocratie. "Le chapitre Ouest africain facilitera la collaboration entre les institutions de développement et les parlementaires. La bonne marche du Parlement favorise le développement", a souligné Me Tall.

Les participants sont convaincus que le chapitre régional ouest africain du réseau parlementaire sur la Banque mondiale ; qui sera lancé aujourd'hui va encourager et mobiliser les parlementaires des pays de l'Afrique de l'Ouest en vue d'une action concrète permettant de promouvoir et contribuer au développement du continent.

● SIDIKI Y. DEMBÉLÉ

Parlements-Banque mondiale : L'ALLIANCE STRATÉGIQUE EN MARCHÉ

Elle se traduit par un réseau créé en 2000 et regroupant aujourd'hui 110 pays

Les travaux de lancement du chapitre ouest-africain du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale ont débuté hier à l'hôtel de l'Amitié. La cérémonie d'ouverture présidée par le 1er vice-président de l'Assemblée nationale, Me Mountaga Tall, a enregistré la présence de nombreux participants dont une quarantaine de parlementaires venus de différents pays de la sous-région, des directeurs-pays, des directeurs des opérations et des experts des relations extérieures de la Banque mondiale. On notait également la présence des représentants de la Banque africaine de développement (BAD), du FMI, d'autres bailleurs de fonds et d'organisations de la société civile.

Organisée en collaboration avec la Banque mondiale, la rencontre va discuter avec les parlementaires de la sous-région afin de s'accorder sur un ensemble d'activités communes et créer des mécanismes de travail. Tout en se réjouissant du choix de notre pays pour le lancement du Réseau régional ouest-africain qui fait suite à celui de l'Afrique de l'Est, le représentant résident de la Banque mondiale au Mali, Alassane Diawara, indiquera que son institution développe un programme très actif et diversifié dans notre pays avant de souhaiter que la session ouvre des axes de collaboration fructueux avec les différents pays.

Le député sénégalais, Khalifa

Sall, évoquera la construction d'une alliance stratégique entre la Banque mondiale et nos élus pour servir les peuples.

Le 1er vice-président de l'AN soulignera que le but principal du chapitre ouest-africain du Réseau parlementaire sur la Banque mondiale est d'encourager et mobiliser les parlementaires des pays de l'Afrique de l'ouest afin de mener une action concrète permettant de promouvoir et contribuer au développement du continent. Dans les pays en développement, fera-t-il remarquer, les parlementaires peuvent agir comme des agents du changement dans la mesure où ils sont les porte-parole de leurs électeurs, défendent leurs intérêts et peuvent contribuer à l'élaboration de projets financés par la Banque mondiale et au suivi de leur exécution.

Dans de nombreux pays, les projets de la Banque sont subordonnés à l'approbation du parlement, soit directement par la procédure de ratification, soit indirectement dans le cadre de l'adoption du budget, constatera-t-il avant de souligner que dans certains cas, les parlementaires élaborent, examinent et adoptent de nouvelles lois en relation avec les programmes de réformes financés par la Banque mondiale.

Le chapitre ouest-africain facilitera la collaboration à l'échelle régionale comme nationale entre les parlementaires et la Banque mondiale, les banques régionales (notamment la Banque africaine

de développement) et d'autres bailleurs de fonds tels le FMI.

Structure informelle créée en début 2000 par un petit groupe de parlementaires, le Réseau compte à ce jour des membres issus de quelque 110 pays. Il s'est ensuite élargi par la création de quatre chapitres nationaux et régionaux : Indo, Afrique de l'Est, Japon, Moyen Orient et Afrique du Nord.

La réunion de Bamako qui s'achève aujourd'hui s'est penchée sur des questions clés en rapport avec l'avenir de l'Afrique : comment les parlementaires peuvent-ils contribuer à la lutte contre la corruption et l'épidémie du VIH/Sida ? Comment peuvent-ils participer au processus d'élaboration des stratégies de réduction de la pauvreté par les pays eux-mêmes ? Et comment peuvent-ils contribuer à traduire en actions concrètes les engagements pris en faveur des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM) ?

Au nombre des activités du Réseau figurent la visite de projets de la Banque mondiale et d'autres bailleurs, destinées aux parlementaires, afin de mesurer les résultats sur le terrain et d'évaluer la mise en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté élaborées par les pays bénéficiaires. A cela, il faut ajouter l'installation d'un système de questions-réponses permettant aux parlementaires de poser en ligne toute question relative aux projets et politiques de la Banque mondiale. Celle-ci s'est, naturellement, réjouie de l'intérêt croissant des parlementaires.

F. MAÏGA